



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Viols collectifs et VIH/sida

Index AI : AFR 62/020/2004

•
ÉFAI

•

[Légendes]

Photo de couverture : Des victimes de viol sont réunies pour rencontrer un délégué d'Amnesty International dans la province orientale du Sud-Kivu, en RDC. © AI

À gauche : Patientes de l'hôpital Panzi, à Bukavu, dans l'est de la RDC. Cet hôpital accueille jusqu'à 200 victimes de viol chaque mois, dont un grand nombre nécessite une opération de chirurgie reconstructrice. Dans l'est de la RDC, seuls deux hôpitaux sont en mesure d'effectuer cette opération. © AI

« Ils sont entrés dans la maison, ont pris toutes nos affaires et ont violé toute la famille – mes belles-soeurs, leurs enfants, les oncles, les hommes et les femmes, tous [...] Depuis le viol, je suis très malade. J'ai constamment mal au ventre et la diarrhée [...] C'est comme si mes jambes ne fonctionnaient plus. »

Judith (ce n'est pas son vrai nom) est âgée de vingt-cinq ans. Elle raconte qu'en décembre 2002, dix combattants d'un groupe armé sont arrivés dans son village situé dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et l'ont violée à tour de rôle, ainsi que d'autres membres de sa famille.

Judith craint d'avoir été infectée par le virus du sida au cours de ce viol. Son corps est décharné, elle ne tient plus debout et est incapable de marcher. Elle souffre d'épuisement et de crampes abdominales. Malgré cela, elle veut que les gens connaissent son histoire, qu'ils sachent ce qui lui est arrivé, qu'ils la regardent. Dans l'est de la RDC, l'infection par le virus du sida est très étroitement liée aux crimes de guerre que sont les viols collectifs, commis par toutes les forces armées présentes dans la région. On dénombre plusieurs dizaines de milliers de victimes. La plupart d'entre elles sont des femmes, des jeunes filles et des fillettes, de tous âges et de toutes catégories sociales. Les plus jeunes n'ont que six ans.

Selon les chiffres enregistrés par les programmes sanitaires mis en œuvre dans l'est du pays, 20 à 30 p. cent des patientes sont séropositives. Nombre d'entre elles ont été violées. Les médecins travaillant pour d'autres programmes sanitaires estiment que ce taux pourrait même être plus élevé. Tous s'accordent néanmoins pour dire que la situation se détériore rapidement. Un spécialiste international a déclaré à Amnesty International que *« le taux n'est pas seulement élevé, il est probablement parmi les plus élevés au monde, et il est de plus en pleine expansion »*.

Chez elles, dans leur quartier ou dans leur village, en temps de guerre ou en temps de paix, des millions de femmes, de jeunes filles et de fillettes sont battues, violées, mutilées et tuées en toute impunité. Rejoignez la campagne qu'Amnesty International a entreprise afin d'encourager les gouvernements, les collectivités et le public à mettre un terme à la violence contre les femmes à travers le monde.

Pour un grand nombre de victimes, l'infection par le virus du sida représente en quelque sorte une condamnation à mort. Les structures médicales étatiques, dévastées par le conflit et dotées de peu de moyens, ne proposent aucun traitement contre le VIH ou le sida, mais seulement un test de dépistage volontaire. En règle générale, ce test ne s'accompagne que d'un soutien et de conseils superficiels pour les personnes séropositives. Dans l'est de la RDC, une seule organisation non gouvernementale (ONG) internationale fournit des

médicaments antirétroviraux, qui permettent de rallonger la durée de vie ; son objectif est de soigner 150 personnes d'ici à 2005.

Un autre risque encouru par les personnes séropositives est de contracter la tuberculose. Bien que le traitement de cette maladie soit relativement facile et peu coûteux, la tuberculose touche jusqu'à un tiers des personnes atteintes du virus du sida et constitue souvent le premier facteur de décès. Le gouvernement fait obstacle au traitement de la tuberculose en interdisant aux ONG médicales internationales d'importer leurs propres produits ; par ailleurs, l'approvisionnement des stocks nationaux de médicaments – qui doivent être pris en continu pendant plusieurs mois pour être efficaces – est régulièrement interrompu et soumis à des blocages inexplicables.

Tout comme les victimes de viols, les femmes séropositives sont souvent abandonnées par leur famille et rejetées de leur communauté, forcées à quitter leur maison et livrées à elle-même dans la pauvreté. Généralement, l'Église et les associations féminines locales sont leurs seules sources de soutien.

La mise en œuvre du programme national de lutte contre le sida laisse grandement à désirer, en particulier dans l'est du pays, et les programmes de prévention ou de sensibilisation du public font désespérément défaut. Néanmoins, de nombreuses initiatives d'assistance et de lutte contre la discrimination lancées dans l'est de la RDC par des organisations locales (associations féminines, de promotion du développement et de défense des droits humains) s'avèrent efficaces et pourraient être élargies au niveau national. Elles incluent notamment une action d'information sur le virus du sida et de lutte contre la discrimination sur le lieu de travail fondée sur les droits, la création de centres d'accueil ou d'« écoute », ainsi que des projets d'entraide économique et d'« adaptation » pour les victimes de viols.

Soutenez notre campagne : ensemble, nous pouvons faire changer les choses

- **Cherchez à en savoir plus :** intéressez-vous à la manière dont les autorités de votre pays (le gouvernement, la police, les forces de l'ordre et les tribunaux) agissent pour lutter contre la violence à l'égard des femmes.
- **Faites entendre votre voix :** exprimez-vous sur la question de la violence contre les femmes. Combattez les préjugés existant au sujet de ce type de brutalité et les tentatives de minimisation de leur gravité.
- **Agissez :** rejoignez notre campagne mondiale en faveur du droit des femmes à vivre à l'abri de la violence et de la discrimination.

Ensemble, nous pouvons faire entendre nos voix

Joignez-vous à nous pour l'appel lancé en réponse à la situation d'urgence que connaît l'est de la RDC sur le plan médical, humanitaire et des droits humains.

Engagez le gouvernement de la RDC et celui de votre pays à collaborer pour répondre aux besoins sanitaires et sociaux des victimes de viols et des personnes infectées par le VIH ou malades du sida vivant dans l'est de la RDC. Exhortez-les à :

- faire pression sur toutes les forces armées agissant dans l'est de la RDC afin qu'elles cessent de commettre des viols et autres atteintes aux droits humains ;

- mettre en place un programme médical d'urgence pour les victimes de viols et les personnes infectées par le VIH ou malades du sida vivant dans l'est de la RDC, et lui affecter les ressources nécessaires ;
- mener une mission d'expertise chargée d'évaluer les besoins les plus urgents du système de santé de la RDC, et lui affecter les moyens nécessaires. Cette mission devra servir de base à un projet de reconstruction collectif mis en œuvre avec l'aide de donateurs internationaux ;
- supprimer les restrictions gouvernementales qui empêchent les ONG médicales internationales d'importer des médicaments contre la tuberculose, et veiller à ce que les stocks nationaux de ces médicaments ainsi que d'autres produits essentiels aux établissements de santé soient constamment approvisionnés ;
- favoriser la mise sur pied de programmes d'assistance et de sensibilisation afin de lutter contre la discrimination et l'exclusion sociale dont font l'objet les victimes de viols et les personnes séropositives, en s'appuyant sur les programmes conçus par les ONG locales.

Envoyez vos appels au ministre du Développement international (ou équivalent) de votre pays ainsi qu'à la Ministre de la Santé publique de RDC :

Madame Anastasie Moleko Moliwa, Ministre de la Santé publique, Ministère de la Santé publique, Kinshasa Gombe, République démocratique du Congo

Ensemble, nous pouvons faire entendre nos voix

Ce que vous pouvez faire :

- Adhérez à Amnesty International et participez, au sein d'un mouvement mondial, à la lutte contre les violations des droits fondamentaux. Aidez-nous à faire changer les choses.
- Rendez-vous sur le site d'Amnesty International :
<http://web.amnesty.org/actforwomen/actnow-index-fra>
- Faites un don de soutien à l'action d'Amnesty International.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre : Stop violence against women. Democratic Republic of the Congo: Mass rape and the HIV/AIDS crisis.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - décembre 2004.

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :
